

Première session du Comité préparatoire pour la quatrième Conférence Internationale sur le Financement du Développement

Table ronde multi-parties prenantes sur les “Adresser les enjeux systémiques”

Mercredi 24 juillet 2024, de 16h30 à 18h00

Note conceptuelle et questions directrices

Les États Membres des Nations Unies ont donné au Quatrième Conférence Internationale sur le Financement du Développement (FfD4) un mandat ambitieux pour relever les défis financiers « dans le contexte du besoin urgent d'accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et l'atteinte des ODD et de soutenir la réforme de l'architecture financière internationale. » La réforme du système financier international demeure une priorité politique majeure alors que les conditions financières mondiales tendues, l'incertitude géopolitique et les effets économiques persistants de la pandémie pèsent sur les perspectives de financement du développement pour les pays du monde entier.

Les pays en développement, en particulier les pays les plus pauvres, souffrent de manière disproportionnée de l'incapacité du système financier international à fournir un financement stable et abordable à long terme pour soutenir le développement durable. Face à un écart de financement croissant pour les Objectifs de Développement Durable (ODD), une transformation du système est nécessaire, incluant un passage des flux financiers à court terme et volatils, des cycles de croissance et de déclin, du manque d'accès à un financement abordable à long terme et à l'investissement, et des cycles répétés de crises et de détresse de la dette.

Plus récemment, la reprise inégale de la pandémie de COVID-19 et les tendances économiques mondiales défavorables, telles que les conditions monétaires strictes, ont exacerbé les défis financiers des pays en développement. Les niveaux élevés de dette souveraine, de plus en plus médiatisés par les marchés, limitent sévèrement la capacité des pays à investir dans les ODD. Au cours des cinq dernières années, de nombreux pays en développement ont observé une baisse des entrées de capitaux ainsi qu'une volatilité continue. Ces tendances ont posé des défis pour les politiques à tous les niveaux. De plus en plus de pays ont également payé des frais supplémentaires au Fonds Monétaire International (FMI), ce qui ajoute des coûts supplémentaires précisément aux pays qui sont confrontés aux défis les plus graves en matière de balance des paiements. Le FMI a convenu début 2024 de procéder à une révision de la politique des frais supplémentaires, suite aux appels pour les réduire ou les supprimer afin de libérer des ressources pour les investissements dans les ODD.

Au niveau mondial, le filet de sécurité financière mondiale continue d'être gravement sollicité, avec un accès inégal. Ce filet de sécurité a été renforcé par l'allocation de 650 milliards de dollars en droits de tirage spéciaux (« SDR » en anglais ou DTS en français) en 2021, visant à soutenir les pays dans la gestion des conséquences économiques de la pandémie de COVID-19. Les pays en développement ont reçu environ un tiers de cette allocation, ce qui représentait 0,42 % de leur PIB. Certains membres du FMI, disposant de réserves suffisantes et de ressources extérieures solides, se sont engagés volontairement à réaffecter plus de 100 milliards de dollars de DTS non utilisés, principalement au PRGT et au RST du FMI. Même après ces engagements, environ 500 milliards de dollars de DTS sur les bilans des banques centrales des pays développés restent inutilisés.

La Banque Africaine de Développement, en collaboration avec la Banque Interaméricaine de Développement, a proposé une solution innovante permettant aux pays de fournir des DTS aux Banques Multilatérales de Développement (BMD ou « MDBs » en anglais) en tant que capital hybride, que les BMD peuvent utiliser de trois à cinq fois pour fournir un financement à long terme pour des projets de développement et climatiques. Le 15 mai 2024, le conseil d'administration du FMI a approuvé la réaffectation des DTS aux BMD. Il y a également des appels pour explorer des mesures afin d'accélérer l'émission et la réallocation des DTS lors de futures crises. En 2008-2009, il a fallu 11 mois après le début des crises financières de grande envergure pour se mettre d'accord sur l'émission des DTS, tandis qu'en 2020-2021, cela a pris 17 mois.

Sous-jacents à ces défis se trouvent un alignement insuffisant de l'architecture financière internationale avec le développement durable et des lacunes dans la gouvernance économique mondiale. Contrairement aux engagements pris lors des résultats du financement du développement, les progrès pour améliorer la voix et la représentation des pays en développement dans la gouvernance économique mondiale ont été très limités. Après les avancées suite à la crise financière et économique mondiale de 2008, plusieurs organismes de normalisation internationaux ont connu une stagnation ou une diminution de la représentation des pays en développement dans leurs principaux organes décisionnels ces dernières années.

Questions pour la Discussion

1. Gouvernance économique mondiale

- Quelles mesures peuvent être prises pour accélérer la réforme de la gouvernance des institutions financières internationales afin d'augmenter la voix et la représentation des pays en développement ?
- Comment la communauté internationale peut-elle améliorer la coordination et la cohérence entre les différentes institutions et cadres pour créer une architecture financière internationale plus résiliente et inclusive ?

2. Stabilité macroéconomique et filet de sécurité financière mondiale

- Comment le filet de sécurité financière mondial peut-il être renforcé pour offrir un soutien en liquidités plus équitable et efficace aux pays en développement en fonction de leurs besoins, en tenant compte des vulnérabilités ?
- Quelles réformes sont nécessaires pour réduire la volatilité et fournir un environnement macroéconomique mondial stable, propice au développement durable ?